

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 325 - VENDREDI 19 MAI 2017

PÂQUERETTE IMPATIENTE

Mercredi, Cécile attendait le mariage Emmanuel-Nicolas "avec bienveillance". Alors, heureuse ? Et prête ?

AGENDA CITOYEN

→ 23 mai

Clermont-Ferrand [Féminisme et révolution](#)

→ 24 mai

Le Fossat [Chômage et précarité : halte aux idées reçues](#)

→ 24-25 mai

Bruxelles [Contre Trump et l'OTAN](#)

→ 26 mai

Saint-Cyprien [La Coopérative](#)

→ 26-27 mai

Paris [La fabrique des transclasses](#)

→ 27-28 mai

Toulouse [Forum des Langues du Monde](#)

→ 28 mai

Carhaix [Contre les manoeuvres de l'OTAN en Bretagne](#)

→ 30 mai-1^{er} juin

Rennes [Communisme, théories et pratiques](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Démocratie**

[Le culte anti-politique de la "société civile".](#)

Laurent Lévy

→ **Alternative**

["Centre" et refondation de la "gauche".](#)

Laurent Lévy

La nouvelle droite sous le masque du centrisme

Le monde politico-médiatique s'extasie devant la performance d'Emmanuel Macron, que d'aucuns veulent résumer comme le dynamitage des deux formations qui ont dominé la vie politique française depuis 40 ans, les Républicains et le Parti socialiste.

Le nouveau Président est présenté comme le *nec plus ultra* de la modernité politique. Pourtant, la réalité est bien plus forte que les apparences. La nomination d'un Premier ministre de droite marque l'aboutissement du processus français, déjà mis en œuvre dans la plupart des pays européens, qui a vu la marginalisation voire la disparition de la social-démocratie, effacée au profit des alliances de 3^e force. Le *Pasok* en Grèce, le *SPD* en Allemagne, le *PSOE* en Espagne et le *PS* ici, la similitude de la situation opère une clarification évidente : l'austérité et la mondialisation financière ne s'accrochent pas avec les politiques sociales-démocrates.

On retrouve une nouvelle fois les vieilles lunes d'un centre qui a toujours patagé à droite, tel que l'avait défini Giscard avec sa thèse du 2 Français sur 3". Ou encore le *think tank* socialiste Terra Nova, qui considérait qu'ouvriers et employés devaient être les victimes collatérales de ce qu'ils veulent bien appeler la modernité.

Le "macronisme", par-delà les précautions de style du Président, est bien l'incarnation de la nouvelle droite en France. Pour nous, progressistes, porteurs de l'émancipation humaine, notre combat est celui d'une opposition sans concession au libéralisme, opposition que veut usurper le Front national, adepte lui aussi du "ni droite ni gauche". Le combat contre le FN, qui vise d'abord à soustraire de son influence les milieux populaires, est pour nous central. Aucune alternative majoritaire sur un projet de transformation sociale ne sera possible dans ce pays sans la défaite idéologique de ce parti fascisant.

Il est temps de tirer les leçons de l'excellent score de Jean-Luc Mélenchon lors de l'élection présidentielle. Il nous appartient désormais de former, à l'Assemblée nationale, une majorité à même de proposer une politique de transformation sociale ambitieuse, qui répondra aux attentes sociales, démocratiques et écologiques.

● **François Asensi**

Député de Seine-Saint-Denis



Voir aussi l'entretien en ligne "Le centrisme n'a jamais marché en France; il est toujours retombé à droite" [ici](#). (NDLR)

Une nouvelle vague d'insoumission face à la légitimité creuse de Macron !

Le profil très droitier du nouveau gouvernement renforce l'incertitude sur l'issue des scrutins des 11 et 18 juin. Seule la mobilisation de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon peut contrer l'ambition de procéder à une fuite en avant néolibérale.

Hollande est parti... qui le regrettera ? La grand-messe de la passation de pouvoir passée, aussi pompeuse que d'habitude, Macron a accompli ses premiers actes. Après l'amateurisme de l'entre-deux tours, les nominations pour le gouvernement annoncent la couleur... bleue ! Celui qui nous a expliqué qu'il n'entendait gouverner ni à droite ni à gauche, ou à droite et à gauche en même temps, aura rapidement levé le masque. Reconnaissons qu'une autre tactique présidentielle aurait été de chercher à obtenir *quitus* des électeurs lors des scrutins de juin en masquant en partie ses intentions libérales. Le choix s'est plutôt porté sur l'objectif de hâter une recomposition d'ampleur, en récupérant massivement des voix de droite. Reste que le nouveau Président doit affronter quelques menus problèmes : un problème de légitimité, un problème de stratégie et un problème d'opérationnalité.

La légitimité de Macron en question

Il y a quelques jours, *Le Monde* nous servait un de ces éditoriaux dont il a le secret : prétendument en défense de la République et de la démocratie, et en réalité au service du nouveau pouvoir.

Le journal jugeait : « *L'on ne sait rien de son gouvernement, pas même s'il aura une majorité à l'Assemblée et voilà, déjà, ses projets condamnés. Notamment par les procureurs de La France insoumise et les sans-culottes autoproclamés qui n'ont pas attendu 24 heures pour des-*

Le double enjeu des législatives est de désarmer Macron, de le priver d'une majorité parlementaire pour mener sa politique, qui est sur de nombreux sujets minoritaire dans la société, et d'imposer une alternative.

prendre dans la rue et décréter la "guerre sociale" ». Et d'affirmer que la critique de Macron serait donc un « *fâcheux déni des règles de la démocratie* ». Le quotidien du soir s'efforçait péniblement de refaire les comptes de la participation électorale pour dire que la légitimité de Macron ne serait pas si fragile que ça.

Même si « *40 % des électeurs qui ont voté Macron l'ont fait, disent-ils, pour faire barrage à la candidate du Front national* », *Le Monde* estime que la même logique aurait eu lieu lors de l'élection de Mitterrand face à Giscard en 1981 et de Hollande face à Sarkozy en 2012. Frottons-nous les yeux devant ce raisonnement alambiqué qui omet d'une part que Mitterrand a été élu, la première fois, pour "changer la vie" et que Hollande annonçait qu'il allait faire la guerre à la finance, et d'autre part que Giscard et Sarkozy ne sont pas assimilables au Front national.

L'éditorialiste du *Monde* en venait alors à l'essentiel : le constat d'un « *mouvement général de contestation de la légitimité des autorités – politiques, notamment* », « *l'état de doute, de défiance, voire de colère d'une partie des Français à l'égard de leurs gouvernants* », auquel il oppose le principe - contesté par qui ? - selon lequel « *le Président de la République est celui des candidats qui a obtenu la majorité des suffrages exprimés* ». Et de réclamer de tous que Macron ait le temps de s'installer, ce qui serait « *la moindre des corrections démocratiques* ». La moindre des "corrections démocratiques" ne ●●●

Une nouvelle percée insoumise aux législatives ?

À l'heure où ces lignes sont écrites, les candidatures aux élections législatives sont connues, leur dépôt officiel a lieu jusqu'à ce vendredi soir. Nous aurions (vraiment !) préféré constater que l'unité large nécessaire pour maximiser les possibilités de conquêtes de la gauche d'alternative soit tout à fait réalisée. Ce n'est malheureusement pas le cas. Dans une large majorité des circonscriptions, France insoumise et le PCF n'ont pas été capables de se mettre d'accord. Notons cependant qu'au fil des jours, des désistements ont eu lieu ici et là, de nature à limiter un peu les dégâts. D'autres sont encore possibles dans les prochains jours et jusqu'au premier tour, et nous ne saurions trop insister : elles sont nécessaires, car l'inverse sacrifie des victoires possibles.

Les trois semaines qui nous séparent du 11 juin vont être déterminantes pour la suite, durable ou non, de haute ou de basse intensité, de la dynamique engagée autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Beaucoup dépendra de la capacité des candidats de France insoumise, et aussi d'autres candidats partisans de l'émancipation, à reprendre et décliner les lignes de forces des derniers mois, qui ont ouvert le champ d'une alternative ambitieuse à gauche.

● G.A.

●●● serait-elle pas plutôt de laisser le débat démocratique avoir lieu, au lieu de remettre en question la légitimité même du débat politique ?

En fait, il est difficile d'ignorer qu'Emmanuel Macron est devenu Président par défaut, qu'il ne porte jusqu'à présent

Le programme du Président contient à la fois de nombreuses mesures fortement contestées, contradictoires entre elles, impossibles à mettre en œuvre sans mettre en question les politiques européennes. Et aussi des angles morts sur des sujets majeurs.

aucune vision globale de société, qu'il est faible sur les questions de politique internationale, et que son programme est un salmigondis des croyances et prétentions libérales, sans conscience écologique. Écrire cela, ce n'est pas faire preuve d'irresponsabilité, mais au contraire prendre la mesure que l'élection de Macron est, pour le moment, une péripétie de plus dans une crise politique qui s'accroît. Et que faire vivre une démocratie amochée par des années de dérive néolibérale et sécuritaire, c'est précisément contester la politique de Macron et s'attacher à la désarmer.

Désarmer Emmanuel Macron

Emmanuel Macron débute son quinquennat sans certitude de pouvoir gouverner. Ce constat est certes inhabituel puisque depuis longtemps les élections législatives prolongent et amplifient les résultats des élections présidentielles. Mais il est aussi réaliste : avec ses 24 % obtenus le 23 avril, quelques points seulement devant trois autres candidats, emporter la majorité aux législatives n'a rien d'automatique. Du coup, selon les résultats des 11 et 18 juin, il sera un Président "normal", en mesure de tenter de faire passer rapidement des réformes substantielles au Parlement, ou il sera d'emblée un Président faible, dans le cas où il n'obtiendrait qu'une majorité relative ou bien sûr dans le cas où il serait amené à devoir cohabiter.

La question, pour les partisans de l'émancipation, n'est pas de vouloir déstabiliser le pays, de le rendre ingouvernable ni même de discréditer le pouvoir. Le pouvoir n'a pas besoin de nous pour se discréditer, par exemple lorsqu'il annonce souhaiter faire passer sa nouvelle loi Travail par ordonnances, lorsqu'il préconise pour l'école des mesures honnies par les profs ou lorsqu'il énonce un programme qui ignore largement les enjeux écologiques. Le véritable enjeu est de désarmer Macron, de le priver par la voix démocratique d'une majorité parlementaire pour mener sa politique. En effet, n'en déplaise au *Monde*, sur des pans entiers de son programme, Emmanuel Macron est minoritaire dans la société.

Un problème de stratégie

Pendant de nombreux mois, Emmanuel Macron a joué l'équilibriste, réussissant à jongler entre la reprise de vieux ●●●



●●● poncifs économiques libéraux et un discours sur l'innovation, qui instrumentalise le désir de transformation de l'action publique et de la politique. Or, tout pose question¹, car le programme

1. On trouve [ici](#) une présentation synthétique du programme d'Emmanuel Macron. Lire aussi [ici](#).

du Président contient à la fois de nombreuses mesures fortement contestées dans la société, de nombreuses mesures contradictoires entre elles, de nombreuses mesures impossibles à mettre en œuvre sans remettre en question les politiques européennes (qu'il souhaite maintenir et amplifier), et

aussi des angles morts sur des sujets majeurs.

Sur des pans entiers relevant particulièrement de la fonction présidentielle, traditionnellement, c'est le flou qui prédomine, avec un programme lapidaire sur... les questions internationales ! Ainsi, la vision du monde du nouveau Président n'est pas clairement énoncée ni étayée. On ne sait pas précisément comment il envisage les relations internationales, le rapport aux États-Unis et à la Russie, le rôle de l'ONU, le règlement des grands conflits... On ne sait pas s'il compte amorcer des changements diplomatiques, en particulier repositionner la France comme une force de promotion de la paix (son soutien à l'OTAN permet d'en douter). Comme l'écrivait cruellement le journal *Les Echos* au lendemain du second tour, la politique étrangère du nouveau Président directeur général de la France est « encore largement à définir ». Ajoutons qu'il dispose cependant déjà du bouton rouge...

Dans le programme de Macron, il y a des mesures minoritaires dans la société, ou fortement contestées. En matière économique (chapitre du programme significativement intitulé "Libérer le travail et l'esprit d'entreprise" !), il s'agit par exemple de sa volonté d'imposer comme les gouvernements précédents des politiques de casse du droit du travail (sous couvert de clarification), la réduction des droits des chômeurs (suspension des allocations pour deux "emplois décents" refusés), ou, sous couvert de simplification administrative, l'accompagnement bienveillant des entreprises pour... qu'elles évitent des pénalités en cas de ●●●

Un gouvernement à droite toute... et des naïfs confondants

Charismatique et, paraît-il, cultivé, le nouveau Premier ministre arrive à son nouveau poste avec plusieurs casseroles. Qu'en en juge... Concernant la question écologique, outre qu'il a été appointé par AREVA, le champion français du nucléaire, Édouard Philippe, a voté contre la loi en faveur de la transition écologique et il est favorable à la construction de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes. Il n'a pas voté la loi sur la transparence de la vie politique et il a d'ailleurs été blâmé par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique pour le manque de clarté de ses réponses sur ses revenus. Figurant parmi les cent députés les moins présents dans l'hémicycle, il n'a pas voté le mariage pour tous, il a voté contre l'instauration du tiers payant et aussi contre la loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ni de gauche, ni de gauche... La plupart des portefeuilles en charge de

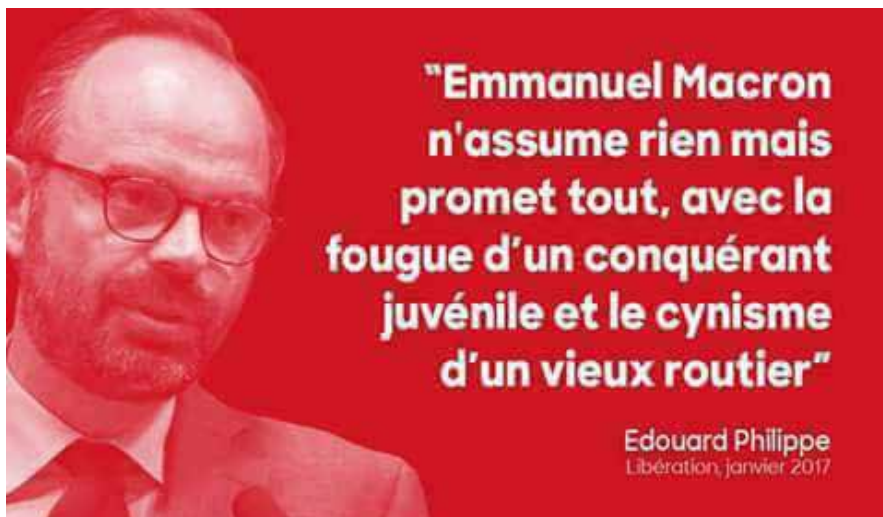
la politique économique du nouveau gouvernement échoient à des hommes et des femmes de droite : Bruno Le Maire, favorable à la suppression de 500 000 emplois publics, Muriel Pénicaud, ex-DRH de Danone, qui préfère

**Nicolas Hulot :
« Macron n'a pas compris que c'est bien un modèle ultralibéral qui est à l'origine de la crise écolo »
(avril 2017)**

« parler stratégie business avant de parler de la France », Marielle de Sarnez (Modem), favorable au Traité transatlantique. Concernant l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, directeur de l'ESSEC, est un partisan de l'autonomie des établissements,

et sur la santé, Agnès Buzyn n'est pas gênée par les conflits d'intérêt entre secteur public et industrie pharmaceutique. Que diable Nicolas Hulot – qui soulignait en avril que « *Macron n'a pas compris que c'est bien un modèle ultralibéral qui est à l'origine de la crise écolo* » et Françoise Nyssen (directrice des éditions Actes Sud) vont-ils faire dans cette galère ?

● G.A.



●●● triche en matière d'impôt. Ces mesures sont-elles légitimes ? Par qui sont-elles voulues, à part le MEDEF ?

Une imposture à démasquer

En matière budgétaire, les contradictions sont profondes.

Emmanuel Macron promet de comprimer les dépenses publiques de 60 milliards d'euros et de réduire de 120 000 le nombre de fonctionnaires. Il prévoit dans le même temps

de créer 15 000 places de prisons, avec, on l'imagine, des personnels pour les faire fonctionner, 5 000 postes de gardes frontières, 10 000 postes de policiers, 4 à 5 000 postes d'enseignants (cela tout en octroyant 3 000 euros de primes aux enseignants des zones prioritaires). Il veut aussi, par exemple, « mettre en place la prise en charge à 100 % des lunettes et des prothèses auditives et dentaires d'ici 2022 » et « consacrer 5 milliards d'euros de notre Plan d'investissement à la santé, notamment à la transformation de notre médecine de ville et de nos hôpitaux ». Ces 5 milliards font partie d'un plan de 50 milliards prévu pour la période 2018-2022. S'y ajoute aussi le projet de créer un « service militaire universel », dont le coût est estimé à plusieurs milliards d'euros chaque année. Énorme contradiction : le Président reprend à son compte le dogme de la réduction des

dépenses publiques (objectif de réduction du déficit à 3 % du PIB dès... 2017 et - 0,5 % en 2022), tout en prévoyant de démonter l'impôt de solidarité sur la fortune (qui nuirait au dynamisme économique... vieux poncif de la droite).

Alors, on peut imaginer (ou fantasmer...) une énorme politique de redéploiement des postes et des crédits publics, mais alors il faudrait dire quelles prestations disparaîtront, tout en maintenant l'âge de départ à la retraite (c'est aussi une promesse), et dire quels postes seront supprimés dans le service public. Seront-ils dans la Fonction publique hospitalière, alors que l'hôpital public est en perdition ? Ou dans la Fonction

seront supprimés dans le service public. Seront-ils dans la Fonction publique territoriale, alors même que les collectivités, dont les communes qui ne bénéficieront plus de la taxe d'habitation (autre mesure annoncée), sont déjà exsangues ?

Il y a d'autres mesures pour lesquelles Emmanuel Macron n'a pas les moyens de ses ambitions, faute là encore d'assumer des ruptures

avec les politiques de l'Union européenne. C'est le cas, par exemple, des objectifs d'« harmonisation fiscale en matière de formation, de santé, de chômage et de SMIC », qui n'ont pas la moindre chance d'aboutir sans remise en question des politiques actuelles (à moins de niveler les droits sociaux par le bas).

Ce problème du réalisme concerne aussi d'autres questions. S'agissant de l'école, par exemple, Macron va-t-il enclencher une réforme pour développer l'autonomie des établissements scolaires (ouvrant une nouvelle guerre scolaire) ? Ou alors pense-t-il que faire la chasse aux téléphones portables à l'école élémentaire et au collège pourrait faire office de politique publique ? Et la promesse de ne pas affecter les jeunes enseignants aux établissements de zone prioritaire, comment pourrait-elle être mise en œuvre ? En déplaçant autoritairement les enseignants aujourd'hui en postes ? La vraie question n'est-elle pas plutôt de transformer en profondeur les conditions d'éducation dans ces zones prioritaires, non par des mesures homéopathiques mais en mobilisant enfin des moyens importants (donc en dépendant plus) ? Autre exemple : comment

mettre en œuvre la mesure consistant à « reconduire sans délais les ●●●

Nous sommes en présence d'un faux projet et d'un programme bourré d'incohérences. À l'inverse, la dynamique insoumise porte une cohérence globale et un programme conséquent.

Le réalisme change de camp : les libéraux s'engagent sur des impasses irréalistes tandis que les insoumis sont réalistes en assumant, pour que leurs propositions puissent être mises en œuvre, les ruptures nécessaires avec le système actuel.



Le député Edouard Philippe
1^{er} ministre de Macron c'est :

Mariage pour tous : abstention
Loi de séparation bancaire : contre
Loi sur la transparence de la vie publique : contre
Loi contre la fraude fiscale : contre
Loi relative au cumul des mandats : contre
Loi sur la République numérique : abstention
Loi relative à la corruption : contre

Les Vosges insoumises

Belle arnaque...en marche

●●● *déboutés du droit d'asile* » (mesure qui visait probablement à plaire aux électeurs potentiels du Front national), si ce n'est en générant encore de la (mauvaise) dépense publique ? Et ainsi de suite.

Un problème d'opérationnalité

Maintenant qu'il s'agit d'exercer le pouvoir, Macron doit annoncer ce qu'il va faire concrètement et comment. Dans sa première interview télé post-nomination, Édouard Philippe a (laborieusement) pu répondre de manière floue sur ses priorités et projets immédiats. Mais ne pas savoir sur quoi va travailler le gouvernement ne peut durer que quelques jours. Et sur la question démocratique - une loi Travail adoptée par ordonnances, vraiment ? -, la pression va vite monter.

De plus, il faut évoquer le problème très concret du type de majorité qu'Emmanuel Macron tente de construire au forceps, avec le recyclage d'une partie des députés socialistes désormais candidats d'En marche ! (un simple changement d'étiquette !), le soutien à de nombreux candidats du mouvement de François Bayrou, en plus de l'arrivée à l'Assemblée de nouveaux élus ayant des cultures et des aspirations très disparates... Au total, nous sommes en présence d'un projet incohérent en lui-même, dont la mise en œuvre nécessiterait une ma-

rité cohérente, ce qui est un vœu pieu. À l'inverse, la dynamique autour de la candidature de Mélenchon porte à la fois une cohérence globale - une vision et des grandes orientations -, un programme conséquent - qui assume notamment la rupture avec les politiques d'austérité et la nécessité d'une refondation politique

Mieux qu'obtenir un groupe puissant à l'Assemblée ou mettre en question l'hégémonie du PS sur la gauche, l'objectif est de porter jusqu'au bout le projet d'une alternative transformatrice et de réaliser une puissante percée.

de l'Union européenne². Ainsi, n'est-il pas frappant de constater que le réalisme est en train de changer de camp : là où, depuis toujours, les libéraux taxent toujours les partisans de l'émancipation d'irréalisme, les libéraux s'engagent aujourd'hui sur des impasses irréalistes tandis que les insoumis sont réalistes

². Lire [ici](#).

en assumant, pour que leurs propositions puissent être mises en œuvre, les ruptures nécessaires avec le système actuel ?

Prolonger la dynamique insoumise

Lors de la réunion des candidats de France insoumise, samedi 13 mai, Jean-Luc Mélenchon a porté l'ambition d'une victoire aux législatives, et donc d'imposer à Emmanuel Macron une cohabitation. Elle s'appuie sur ce fait simple que les grands médias cherchent à taire : les quatre premiers candidats de la présidentielle ont obtenu entre 19,6 et 24 % des voix, et il n'est donc pas possible de pronostiquer sérieusement une nette victoire de tel ou tel le 11 et le 18 juin prochains. Au contraire, le jeu politique est ouvert : l'objectif n'est pas seulement d'obtenir un groupe puissant à l'Assemblée nationale, d'y faire entrer de nouvelles têtes, de remettre en question jusqu'au Parlement l'hégémonie du PS sur la gauche. Il s'agit plutôt de porter jusqu'au bout le projet d'une alternative transformatrice. Faisons l'hypothèse que les trois prochaines semaines peuvent encore une fois déjouer les pronostics, par une nouvelle percée, législative cette fois. Et aussi alimenter la suite, quoi qu'il advienne : les mobilisations de la société.

● Gilles Alfonsi



Tout change pour que rien ne change

Inconnu du public il y a trois ans, Emmanuel Macron a réussi son pari, se faire élire Président de la République en se revendiquant ni de droite, ni de gauche... après 36 ans d'alternance PS/RPR-UMP-LR. Avec son jeune mouvement En Marche !, adoubé par les médias, il surfe sur le besoin de renouvellement politique.

Son élection rebat les cartes, et un grand chamboulement de la vie politique française se déroule sous nos yeux. Son gouvernement regroupe des ministres LR, PS, Modem, PRG, et bien sûr En Marche !, et de nombreuses personnalités de la "société civile" dont l'écologiste Nicolas Hulot. La volonté de ringardiser le clivage gauche-droite trouve ici son expression concrète.

Combien de temps ce gouvernement relooké va-t-il faire illusion? Le score du premier tour, le faible degré d'adhésion au projet du nouveau Président, la forte abstention constituent autant d'indices suffisants pour penser qu'il s'agit là d'une majorité bien fragile.

En réalité, nous allons vite passer aux travaux pratiques et faire l'expérience que rien ne change.

Vous avez aimé le 49-3, vous allez adorer les ordonnances.

Au programme, une nouvelle réforme du Code du travail qui ressemble à la loi El Khomri puissance 10, qui plus est par ordonnance. Le gouvernement précédent avait reculé grâce aux luttes du printemps 2016 sur le plafonnement des indemnités prud'homales, et

il revient à l'ordre du jour. Le référendum d'entreprise étendu à l'employeur permettra de contourner les organisations syndicales. Il est question aussi de supprimer les CHSCT.

Vient ensuite la réforme de l'assurance chômage avec la remise en question du financement par le système de la cotisation sociale et la main mise de l'État sur sa gestion.

La Fonction publique devra fondre avec la suppression de 120 000 postes.

Une nouvelle réforme du système de retraites est prévue pour septembre 2018, avec l'introduction d'un système par point.

Face à tous ces projets de droite et de droite qui nous pendent au nez, il est assez désespérant de voir les divisions s'installer à nouveau dans notre camp et la machine à perdre les élections législatives se mettre en route. Visiblement personne n'a encore trouvé la bonne formule et la bonne nouvelle du score de Jean-Luc Mélenchon risque fort de passer par pertes et profits. Ni cartel, ni négociations de sommet, ni imposition d'un cadre et d'un seul ne permettraient de dépasser les obstacles.

Remettons l'ouvrage sur la table, sous peine de nous retrouver à nouveau dans cinq ans face à un non choix, et un risque FN encore plus grand.

● Sylvie Larue





Agence Macron – Rives droite et gauche

55 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris

Près de la Place de la Concorde.

Métro : Concorde. À côté de la Concorde.

EXCLUSIVITE – BIEN RARE

Nous vous proposons une maison de charme au cœur de Paris. Cette belle propriété, construite sous Louis-Philippe, vient d'être rafraîchie, grâce aux travaux pilotés par notre agence. La façade, rose flamant, est agrémentée de volets bleu-roi repeints à neuf. Les deux chapeaux rouges, à gauche et à droite du portail, donnent une touche baroque à l'ensemble.

La propriété, entièrement sécurisée, est équipée de toutes les technologies numériques.

Pour la rénovation d'intérieur, notre agence a fait appel à des matériaux de recyclage, eux aussi bleus ou roses, ou bleus et roses. Le chauffage répond aux exigences écologiques grâce à une chaudière, de marque Edouard Philippe, fonctionnant au gaz de schiste, une énergie non conventionnelle très tendance. La maison dispose également d'une chaudière de secours, fonctionnant au lignite.

Le jardin et le bâti sont entretenus par du personnel qualifié, mais précaire, laissant toute flexibilité au futur propriétaire.

Les horaires du personnel de maison sont à la libéralité de l'acheteur, de même que le contrat. Travail à la tâche ou à l'heure possible, comme en Grande-Bretagne.

Les dispositifs fiscaux préexistants à la rénovation (planques en Belgique, au Luxembourg ou aux Iles Caïman par exemple) seront toujours appliqués. En cas d'achat du bien par une entreprise, les souplesses réglementaires habituelles (absence de taxe européenne sur les transactions financières, exonérations de cotisations patronales...) seront toujours autorisées. Les acheteurs actuellement assujettis à l'ISF seront exemptés d'une partie de cette taxe à partir de 2018. Pour l'ensemble de ces mesures et des autres, s'adresser à l'Agence qui transmettra au Medef, ou inversement. Discretion assurée.

Prix : nous consulter

Le vélo bleu, de marque Hulot, est offert pour tout achat au comptant.

Le groupe Macron Immobilier a été créé récemment par l'ancien télévangéliste Emmanuel Macron (actionnaire unique). En progression depuis sa création, il s'est construit sur une image de sérieux, de compétences et d'innovations, cherchant à se démarquer de ses concurrents avec de la poudre Transparence. Tourné vers la rénovation de l'ancien, le groupe propose aussi à sa clientèle prestigieuse (française et internationale) un service complet, notamment dans les beaux quartiers parisiens. Grâce à son approche qualitative et à ses choix stratégiques, le groupe Macron Immobilier a su obtenir la confiance d'une clientèle exigeante. Il tente de continuer son développement grâce à une nouvelle agence, récemment ouverte à l'Hôtel Matignon.

Lune de miel

Amis-amis en amont, radieux aujourd'hui, Pierre Gattaz, le patron du MEDEF, le 16 mai :

« Pour l'instant nous sommes sur un nuage, pour l'instant Emmanuel Macron fait un sans-faute .»



● **La fabrique du pouvoir.** Distribué par les Mutins de Pangé, et diffusé cette semaine sur Arte, le documentaire de Laurent Cibien, [Edouard, mon pote de droite](#), ne manque pas de sel : on y entend ainsi l'actuel Premier ministre déclarer qu'être maire est nettement plus efficace qu'être député. Et Premier ministre ? On le voit aussi donner un cours de com' à ses supporters de campagne. Derrière le côté quadra décontracté se pointe la réalité du jeune loup aux dents longues. Le réalisateur explique avoir voulu, en filmant son «copain de lycée» depuis plus de 10 ans « comprendre la fabrique du pouvoir dans la France d'aujourd'hui. » Concluant !

● **Main de fer.** « Ancien préfet de la région Bretagne et de la zone de défense et de sécurité Ouest, ce sportif amateur de golf fit respecter l'ordre d'une main de fer au moment des manifestations contre la loi El Khomri, au risque d'une escalade dans les violences. » (Le Monde, 15/05/2017) Euphémisme ! L'ordre du préfet Patrick Strzoda ? Un manifestant éborgné lors d'une charge, vingt autres mis en examen pour association de malfaiteurs, des journalistes pris à partie par des policiers, une voiture de police qui fonce sur les manifestants... Voilà une expérience et des compétences pour, en tant que Directeur de Cabinet d'Emmanuel Macron, diriger désormais l'Elysée et suivre les questions régaliennes – Défense, Affaires étrangères, Justice, Finances et Intérieur. Sportif !

● **De droite et unisexe.** Ni Première ministre, contrairement au tweet de com' d'E. Macron du 28 mars, ni ministère

des Droits des femmes. Le Collectif national pour les droits des femmes dénonce « ce caractère totalement unisexe de nos institutions ». Sans penser néanmoins « que les inégalités structurelles se régleront à travers un ministère. Des siècles de patriarcat balayés en 5 ans, ça on n'y croit pas. D'autant plus qu'Emmanuel Macron prévoit des mesures de libéralisation de l'économie qui toucheront durement les femmes. » Et de conclure : « le renouvellement ça n'est pas pour aujourd'hui. Ça ne nous étonne pas de la part d'un Président de droite et de droite. Nous prenons date, de suite, pour continuer le combat. Ce n'est qu'un début. » Plus sur communismesunitaires.net, rubrique "Luttes féministes".

● **Compromission.** Dans un courriel envoyé sur sa liste de diffusion, Maximes Combes (ATTAC) interpelle Nicolas Hulot qui, après avoir refusé d'entrer au gouvernement en 2016, « en 2017 accepte d'entrer dans un gouvernement dirigé par un élu de droite pro-nucléaire et pro-charbon où l'ensemble des postes économiques sont tenus par la droite et des pro-business ». M. Combes insiste : « les politiques écologiques dont nous avons besoin ne sont pas compatibles avec les politiques de compétitivité économique voulues par Macron, Philippe, Le Maire et consorts. » Une promiscuité qui ne semble donc pas gêner Nicolas Hulot, mais qui entretient, selon Maxime Combes, « la confusion ». De confusion en compromission, il n'y a parfois qu'un pas.

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

